

«Le monde nazi» de Chapoutot, Ingrao et Patin : une synthèse bienvenue malgré une conclusion discutable

Eve Szeftel

Brillante, la somme des trois historiens du nazisme se veut un ouvrage de référence. Mais elle est entachée par quelques erreurs factuelles et une conclusion qui voit dans le capitalisme néolibéral la continuation du nazisme.

Pavé de 600 pages, *le Monde nazi, 1919-1945* est un livre bienvenu pour s'y retrouver dans l'océan des publications sur le nazisme, source d'une fascination toujours intacte près de quatre-vingts ans après la chute du régime. «Une synthèse comme celle-là, il n'y en avait pas en France, pour les enseignants du secondaire et le grand public», justifie l'historien Nicolas Patin, l'un des coauteurs, avec [Christian Ingrao](#) et Johann Chapoutot, par ailleurs chroniqueur à *Libération*. La commande de l'éditeur Tallandier était d'ailleurs d'écrire un manuel, avant que le projet n'évolue vers cet ouvrage richement illustré qui s'adresse à un public plus large.

Le titre, le «monde nazi», renvoie non à la géopolitique, mais à la «vision du monde» que ces trois spécialistes d'histoire culturelle ont exploré dans leurs travaux, chacun à leur manière – Chapoutot, avec *la Loi du sang. Penser et agir en nazi* (2014) ; Ingrao avec *Croire et détruire. Les intellectuels dans la machine de guerre SS* (2010) ; et Patin dans sa thèse sur les députés sous la République de Weimar, puis sa biographie *Krüger, un bourreau ordinaire* (2017).

Comment un parti de 50 000 adhérents qui récolta à peine 2,6 % des voix en 1928 a-t-il pu, cinq ans plus tard, se retrouver à la tête de l'un des pays les plus modernes du monde, phare de la culture européenne ? Et mener à bien, sans rencontrer de résistance, une entreprise d'extermination qui reste à ce jour inconcevable : l'assassinat, de manière industrielle, d'environ six millions de Juifs ? Cette question est au cœur de cette somme brillante qui démarre au lendemain de la Grande Guerre pour nous plonger dans cet inframonde «völkisch», ultranationaliste, imprégné de racisme biologique et de darwinisme social, où évoluent des soldats désœuvrés qui, à l'image du caporal Adolf Hitler, voient dans la défaite une trahison des Juifs (la thèse du «coup de poignard dans le dos») et cherchent un exutoire à leur violence et leur soif de vengeance.

Divisé en trois parties («la Conquête du pouvoir», «Anatomie d'une dictature» et «la Guerre génocide»), *le Monde nazi* dresse un état des lieux des avancées de l'historiographie, alors que l'ouverture des archives à l'Est d'un côté, les apports de nouvelles disciplines comme l'histoire du quotidien, l'anthropologie, les *gender studies* ou encore l'histoire de l'expérience («Erfahrungsgeschichte») ont donné naissance à une troisième, puis à une quatrième vague de recherche.

Démonter un certain nombre d'idées reçues

L'occasion pour les auteurs de démonter un certain nombre d'idées reçues, qui n'en sont plus pour les spécialistes, mais dont le grand public n'a pas forcément connaissance. Non, les chômeurs victimes de la crise de 1929 n'ont pas voté en masse pour le parti nazi : c'est

davantage la petite bourgeoisie, hantée par la peur du déclassement, qui s'est laissée séduire par sa promesse rédemptrice. Non, les nazis n'ont pas conquis le pouvoir uniquement par les urnes, mais aussi par la rue, habiles quand ils forcent les gens, dans les petites villes de province où ils paradent, à se positionner pour ou contre eux.

La nouveauté du nazisme par rapport aux autres partis nationalistes concurrents, «*c'était ce mélange de jeunesse, de violence et de démagogie illimitée* », résumant les auteurs. Les députés nazis sèment le chaos en bordérisant le Reichstag, en intimidant leurs opposants politiques, tandis que les chemises brunes de la SA [*section d'assaut*], l'organisation paramilitaire du NSDAP [*Parti national-socialiste des travailleurs allemands*] font le coup-de-poing contre les «rouges» : entre 1923 et 1931, les combats politiques auront fait près de 500 morts et un millier de blessés.

Non, rappellent encore les auteurs, les Allemands n'ont pas vécu sous un régime de terreur, comme le laisse penser la théorie du totalitarisme, les nazis ayant su créer une «dictature au service du peuple» et de son bien-être : c'est du moins la thèse, discutée, de [l'historien Götz Aly](#). Non, les Allemands n'ont pas découvert les crimes du régime en 1945 : ils furent aux premières loges de la ségrégation qui toucha les Juifs avec les lois raciales de Nuremberg, puis de ce qu'on appelle aujourd'hui le «pogrom de Novembre» 1938 pour éviter d'utiliser le terme nazi de [Nuit de cristal](#) (suggérant quelques vitres cassées alors que la moitié des synagogues du Reich furent incendiées, 7 500 magasins juifs détruits et un millier de personnes trouvèrent la mort si l'on inclut la vague de suicides qui s'ensuivit). Enfin, la correspondance des soldats envoyés sur le front Est prouve assez qu'ils n'ignorent rien des violences des commandos de tueurs œuvrant dans le sillage de la Wehrmacht. Il leur arrivait même de partager «*des photos de Juifs pendus, devant lesquels ils posaient, fièrement* ».

L'ouvrage comprend cependant plusieurs erreurs factuelles

Certaines questions demeurent ouvertes. Comme celle, centrale dans la controverse toujours vive entre intentionnalistes et fonctionnalistes, de savoir si Hitler avait dès le départ l'intention d'en finir avec les Juifs et quand précisément [la «Solution finale»](#) a pris le pas sur la «Solution territoriale» (pousser les Juifs à émigrer) : dès l'invasion de l'URSS en juin 1941 ou en décembre après l'entrée en guerre des Etats-Unis dans laquelle le dictateur paranoïaque voyait encore une fois la main de la «juiverie internationale» ?

L'ouvrage comprend cependant plusieurs erreurs factuelles, comme dans la légende d'une photo extraite de l' [Album d'Auschwitz](#), qui n'a pas été «*volé*» par une détenue juive, mais trouvé dans le camp de Dora, ou encore l'indication que les «*Juifs européens*» périrent à Auschwitz quand les «*Juifs polonais, eux*», furent gazés dans les centres de mise à mort comme Treblinka ou Sobibor : c'est oublier que 300 000 Juifs de Pologne furent assassinés à Auschwitz, ce qui en fait le deuxième contingent après les Hongrois. De même, un graphique sur les tueries perpétrées en Lituanie par l'Einsatzgruppe 3 commandé par Karl Jäger indique que «*le 26 août 1941, l'unité assassine 17 000 personnes* » (sur un total de 138 272) : ce chiffre correspond davantage au bilan mensuel qu'à cette seule journée où, comme le mentionne lui-même Jäger dans son rapport, 2 569 Juifs ont été assassinés.

Plus embêtant, les auteurs défendent deux thèses discutables. La première consiste à dire que le nazisme, loin d'être un «*accident, et un accident allemand*», est avant tout le produit d'une «*histoire européenne*». L'antisémitisme, en particulier, se retrouverait au même niveau dans toute l'Europe. Or, ce point de vue les conduit à minorer l'antisémitisme germanique en

affirmant par exemple qu'aux yeux des Juifs de l'Est persécutés, « *les Allemands sont, traditionnellement, ceux qui protègent* ». Le Reich était peut-être vu comme un moindre mal pour les *Ostjuden*, mais il n'a jamais eu la force d'attraction de la France, première nation à émanciper les Juifs en 1789 avant de se mobiliser pour la défense du capitaine Dreyfus – ce qui ne risquait pas de se produire outre-Rhin où la carrière militaire était interdite aux Juifs.

Poser une équivalence entre «nazisme» et «démocraties libérales» ?

Pourtant, [l'historien israélien Saul Friedländer](#) a bien montré que « *l'antisémitisme rédempteur* » qui animait le Führer et le noyau dur du parti nazi, cette « *synthèse de frénésie meurtrière et d'objectif "idéaliste"* », avait peu à voir avec les « *autres formes de haine antisémite très répandues dans l'Europe chrétienne, et aussi du fonds ordinaire de l'antisémitisme racial allemand et européen* ». Mais ses travaux sont à peine mentionnés.

La seconde, dans le droit fil de la première, surgit en conclusion, trois pages avant la fin, et gâche singulièrement le plaisir et l'intérêt pris à la lecture de cet ouvrage, qui quitte brusquement le terrain de la rigueur historique pour le ciel de l'idéologie. Elle consiste à poser une équivalence entre «nazisme» et «démocraties libérales» : entre elles, il y aurait une différence de degré, pas de nature. Les deux procéderaient d'une même «matrice» occidentale, intrinsèquement criminogène. Ainsi, voulant expliquer que le nazisme n'a pas disparu comme par magie après 1945, mais a survécu à la défaite, ils écrivent : « *Aux mêmes causes, les mêmes effets : ségrégations états-uniennes, empires et violences ultramarines procédaient inexorablement de la même matrice – sociale-darwinienne, impérialiste et raciste – que le nazisme.* »

Avant d'ironiser sur ces vainqueurs qui ne valent pas mieux que les vaincus : « *La longue litanie des guerres et des massacres dus à la douceur universaliste et à la bienveillance humaniste des "vainqueurs du nazisme" prouve assez* » que le nazisme ne fut pas un « *accident, mais la sécrétion la plus cohérente, radicale et conséquentialiste d'une histoire occidentale qui avait créé toutes les catégories mentales et tous les instruments techniques d'une domination du monde et d'une réduction des êtres, des espaces et des choses à des fonds d'énergie et de matière dans lesquels il était loisible de puiser jusqu'à l'épuisement* ». Occidentale ? Et pourquoi pas mondiale ? Après tout, les bourreaux nazis furent nombreux à fuir vers l'Amérique latine d'un côté, le Moyen-Orient de l'autre, où ils recyclèrent leur savoir-faire criminel dans les appareils répressifs locaux.

Cette banalisation du nazisme, réduit à un paradigme...

Cette thèse d'un continuum entre dictature nazie et démocraties néolibérales n'est pas nouvelle. Elle fait écho à *Libres d'obéir*, petit livre à grand succès de Johann Chapoutot au sous-titre explicite : *Le management du nazisme à aujourd'hui*. L'historien revendiquait sa filiation avec deux auteurs qui voient le nazisme toujours à l'œuvre aujourd'hui, le sociologue [Zygmunt Bauman](#) (*Modernité et Holocauste*), et le philosophe [Giorgio Agamben](#) (*Ce qui reste d'Auschwitz*), qui, « *entre autres sagaces intuitions, voit dans le camp [de concentration, ndlr] le lieu paradigmatique du contrôle social, de la hiérarchisation et de la réification caractéristiques de notre modernité* ».

Une analyse qui a pour effet d'oblitérer le cœur du projet nazi, son absolue priorité, ce pour quoi il a tout sacrifié, jusqu'aux ressources nécessaires pour ne pas perdre la guerre, à savoir l'éradication des Juifs et des Tsiganes. Certes, le capitalisme néolibéral est prédateur, il

exploite les ressources naturelles et humaines, mais, jusqu'à preuve du contraire, il n'organise pas l'assassinat à grande échelle d'enfants et de vieillards, de femmes enceintes et de handicapés, ni même d'hommes et de femmes en âge de travailler comme ce fut le cas dans les centres de mise à mort comme Treblinka.

« *Où sont les camps d'extermination du néolibéralisme ?* » Interrogé par *Libération* lors des Rendez-vous de l'histoire de Blois le 13 octobre, Johann Chapoutot a répondu : par exemple, « *dans la sixième extinction de masse* » des espèces. L'assassinat des malades mentaux, les deux millions de prisonniers de guerre soviétiques morts affamés, le génocide juif et tzigane, comparés à la disparition des dodos de Madagascar ? Sur scène, ses coauteurs n'ont pas questionné cette banalisation du nazisme, réduit à un paradigme explicatif de toutes les horreurs du monde, des victimes de l'industrie du tabac (le «Golden Holocaust») à celles du dérèglement climatique.

Mais après la rencontre, la discussion s'est poursuivie avec Nicolas Patin. « *Face à la crise écologique et aux dérèglements du temps, un très grand nombre d'intellectuels cherchent à comprendre ce que notre "modernité" a de défectueux* », a développé l'auteur de *la Catastrophe allemande*. Qui a tenu à préciser que ces questions étaient « *légitimes et ouvertes au débat* ». Le débat est donc ouvert.

[Cet article est paru dans Libération \(site web\)](#)